



Le syndicalisme argentin face au gouvernement Macri : défis, mobilisations, recompositions

Thomas Collombat

Résumé

L'élection de Mauricio Marci à la présidence de l'Argentine, à la fin de l'année 2015, a mis fin à une « longue décennie » progressiste sous la gouverne des époux Kirchner. Si les relations entre ces derniers et le mouvement syndical ont pu connaître certaines tensions, le retour au pouvoir de la droite représente un défi de taille pour les organisations ouvrières. Cette Chronique propose une première analyse de la réaction des centrales syndicales argentines aux politiques menées par le gouvernement Macri depuis son élection jusqu'à avril 2017. Après avoir dressé un portrait du modèle syndical argentin et identifié ses racines historiques, nous faisons un rappel des relations syndicats-État sous les mandats de Nestor Kirchner et Cristina Fernández.

Nous analysons ensuite les dynamiques syndicales depuis l'élection de Mauricio Macri. Nous constatons que le poids des héritages corporatistes est encore important, tant dans leurs dimensions de contrôle que dans leurs capacités à offrir au syndicalisme des instruments de résistance. Nous notons toutefois certaines évolutions et une tendance à l'unité qui permet au mouvement syndical argentin de bâtir un meilleur rapport de force que dans d'autres pays ayant récemment connu une sortie de la « vague rose ».

Mots-clés : Argentine, époux Kirchner, mouvement syndical, État, « vague rose ».

Introduction

La victoire de Mauricio Macri à l'élection présidentielle de 2015 a marqué la sortie de l'Argentine de la « vague rose » dans laquelle elle était entrée en 2003¹. À la tête de la coalition de droite « Cambiemos », qui intègre l'Unión Cívica Radical (UCR), traditionnelle opposante des péronistes, Macri veut tourner la page de la « longue décennie » marquée par les politiques progressistes des époux Kirchner.

Fidèle à la tradition péroniste, Nestor Kirchner s'était assuré du soutien du mouvement syndical dans la mise en place de ses politiques. Même si l'alliance entre syndicats et gouvernements kirchnéristes prit des configurations variées et ne fut pas exempte de tensions², il est indéniable que la victoire de Macri ne fut pas accueillie avec enthousiasme dans les rangs syndicaux. La confrontation à un exécutif adepte du néolibéralisme pose nécessairement la question des pratiques syndicales, de la capacité de mobilisation et ultimement de la représentativité des organisations de travailleurs et travailleuses.

Analyser le mouvement syndical argentin ne peut se faire sans prendre en compte le contexte historique dans lequel il s'est développé. De fait, le néo-institutionnalisme historique est une des approches les plus répandues dans l'analyse du syndicalisme latino-américain en général, et argentin en particulier³. C'est pour cette raison que nous commencerons par rappeler les principales caractéristiques du modèle syndical argentin, afin de placer les dynamiques contemporaines dans leur contexte institutionnel et historique.

Par la suite, nous proposerons d'observer les mobilisations et réactions du mouvement syndical argentin durant la première année au pouvoir du gouvernement Macri, et d'identifier quels enseignements, tant empiriques qu'analytiques, peuvent en être tirés sur les dynamiques animant le syndicalisme. Plus précisément, nous nous

pencherons sur la période allant de l'arrivée effective de Mauricio Macri à la présidence (décembre 2015) jusqu'à la première grève générale déclenchée à son encontre (avril 2017). Nous nous baserons à la fois sur les observations que nous avons pu faire sur place, notamment lors de manifestations syndicales entre août 2016 et février 2017, et sur des sources journalistiques couvrant les activités syndicales. Nous nous concentrerons essentiellement sur les organisations syndicales nationales, et plus précisément sur les centrales interprofessionnelles, ceci constituant une des limites de notre travail puisque n'intégrant pas plusieurs autres acteurs ou niveaux d'analyse. Nous avançons tout de même que cette perspective offre une bonne porte d'entrée sur ces enjeux à partir de laquelle d'autres travaux pourront être conduits.

Le modèle syndical argentin

Ce que l'on peut qualifier de modèle syndical argentin, c'est-à-dire non seulement les principales règles juridiques encadrant la représentation et la négociation collectives mais aussi les conséquences institutionnelles en ayant découlé, trouve ses racines dans le régime de Juan D. Perón (1946-1955). À l'image d'autres leaders populistes de la région, Perón a instauré un régime corporatiste permettant à la fois le renforcement du mouvement syndical (dont la base ouvrière représentait la pierre d'assise du mouvement péroniste) et une certaine dose de contrôle étatique sur le fonctionnement des organisations syndicales. Cette relation d'échange devait permettre à la fois le développement économique du pays, en garantissant notamment une certaine « paix sociale », et la défense des intérêts de la classe ouvrière, par la mise en place de régimes de protection sociale.

Le système de reconnaissance officielle des organisations syndicales est emblématique de cette approche. Si les lois du travail argentines permettent assez facilement la constitution de syndicats, seuls ceux bénéficiant de la *personalidad gremial*, accordée par l'État, peuvent négocier des contrats collectifs, la plupart du temps au niveau de la branche⁴. Autre caractéristique forte du corporatisme argentin : l'implication syndicale dans les systèmes de protection sociale au travers des *obras sociales* (OS). Gérées par les syndicats, les OS offrent à leurs membres des assurances médicales et des services de

¹ Casullo, Maria Esperanza, "Argentina Turns Right, Again," *NACLA Report on the Americas* 48, no. 4 (2016), 361-366.

² Abal Medina, Paula, "Los trabajadores y sus organizaciones durante los gobiernos kirchneristas," *Nueva Sociedad*, no. 264 (2016), 72-86.

³ Collier, Ruth Berins et David Collier, *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America* (Notre Dame: University of Notre Dame Press, 2002); Bensusán, Graciela et María Lorena Cook, "State-Corporatist Legacies and Divergent Paths. Argentina and Mexico.," dans *Working Through the Past. Labor and Authoritarian Legacies in Comparative Perspective.*, dir. Teri L. Caraway, María Lorena Cook, et Stephen Crowley (Ithaca: ILR Press/Cornell University Press, 2015), 142-163.

⁴ Recalde, Mariano, *El modelo sindical argentino : régimen jurídico* (Villa María/San Martín: EDUVIM/Universidad Nacional de San Martín, 2015).

santé, pouvant aller jusqu'à des réseaux de cliniques et d'hôpitaux⁵. Une grande partie de leur budget repose toutefois sur des transferts de l'État, qui les utilise à l'occasion comme leviers pour faire pression sur les syndicats. Durant la vague de réformes néolibérales des années 1990, les OS ont été largement mises en compétition avec des assurances privées, et en ont souvent adopté les pratiques⁶. Suite à ces changements, plusieurs syndicats opposés aux réformes ont choisi de ne pas participer au système d'OS.

La présence syndicale en milieux de travail est quant à elle assurée par des instances de délégués, les *comisiones internas* et les *cuerpos de delegados*. Souvent investies par les militants syndicaux, ces entités permettent de conserver un lien entre les structures de branches ou confédérales nationales et la base syndicale. Elles peuvent toutefois également se montrer très autonomes des structures syndicales formelles, à l'image des mouvements de *shop stewards* britanniques, et ainsi pousser le mouvement dans une direction plus revendicatrice ou mener des mobilisations sans l'aval des instances de direction⁷.

Incarnation de la dynamique corporatiste mise en place par Perón, la Confederación General del Trabajo (CGT) a longtemps dominé seule le paysage syndical interprofessionnel de l'Argentine⁸. La centrale s'est distinguée comme l'un des principaux appuis à Juan D. Perón, et surtout à son épouse Eva « Evita » Duarte de Perón, dont les portraits ornent encore régulièrement les banderoles syndicales dans les manifestations ou servent de toile de fond aux conférences de presse des leaders cégétistes. Toutefois, ce sont aussi les dissensions croissantes entre la CGT et Perón qui contribueront à la chute de ce dernier.

La CGT est historiquement caractérisée par de fortes divisions internes, si bien qu'à plusieurs périodes de son histoire on va parler de plusieurs CGT, souvent identifiées soit par le nom de leur

dirigeant, soit par la rue sur laquelle se trouve leur siège. Ce fut notamment le cas au lendemain de la dernière dictature militaire à l'issue de laquelle les syndicats à tendance « collaborationniste » et ceux ayant résisté de façon plus frontale à la dictature s'organisent dans deux CGT distinctes⁹. Il est donc important de ne pas considérer la CGT comme un bloc homogène mais plutôt comme une organisation traversée par des courants contradictoires et sujette aux velléités autonomistes de certains de ses plus puissants affiliés.

L'histoire de la CGT reflète les évolutions pour le moins contradictoires du péronisme. Quand Carlos Menem (président de 1989 à 1999), un péroniste néolibéral, mène à bien la privatisation et la dérégulation d'une grande partie de l'économie et de la société argentines, plusieurs syndicats, issus en particulier du secteur public, refusent la ligne trop modérée de la CGT et la quittent pour fonder la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA)¹⁰. Au cœur de ce processus se trouvent notamment l'Asociación de Trabajadores del Estado (ATE) et la Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina (CTERA). Outre son opposition aux politiques néolibérales, la CTA va vite se caractériser par une approche plus ample du syndicalisme, en cherchant à rejoindre les travailleurs non-organisés, en situation de précarité ou au chômage. Sur le plan organisationnel, elle va chercher à renouveler ses structures en privilégiant une organisation géographique plutôt que professionnelle et en autorisant des groupes non-syndicaux (associations de quartier, de travailleurs informels, de chômeurs...) à s'affilier.

La dichotomie CGT-CTA va ainsi symboliser les dynamiques contradictoires et pourtant complémentaires du syndicalisme argentin : d'une part une centrale rompue aux logiques corporatistes mais encore incontournable de par son poids et ses connexions politiques fortes ; d'autre part, une organisation prônant un syndicalisme plus ouvert, autonome et progressiste, mais essentiellement cantonnée au secteur public. Cette schématisation atteint toutefois rapidement ses limites, comme nous le verrons plus tard, notamment en raison des divisions internes propres à chacune des centrales. Mais l'idée que le syndicalisme argentin oscille historiquement entre ces deux pôles, conçus alors

⁵ González, Silvia Tamez et Pedro Moreno Salazar, "Seguridad social en América Latina," dir. Enrique De La Garza Toledo, *Tratado latinoamericano de sociología del trabajo* (Mexico City: Fondo de Cultura Económica, 2000), 471-510.

⁶ Niedzwiecki, Sara, "The Effect of Unions and Organized Civil Society on Social Policy: Pension and Health Reforms in Argentina and Brazil, 1988-2008.," *Latin American Politics and Society* 56, no. 4 (2014), 22-48; Collado, Patricia A. , "Social Conflict in Argentina. Land, Water, Work.," *Latin American Perspectives* 42, no. 2 (2015), 125-141.

⁷ Arias, Cora Cecilia, Nicolás Diana Menendez, et Paula Dinorah Salgado, "The Double Confrontation of Grassroots Unionism in Argentina. Union Democratization and Fedense of Working Conditions.," *Latin American Perspectives* 42, no. 2 (2015), 12-29.

⁸ Haidar, Julieta, "Interpreting Argentine Business Unionism," *Latin American Perspectives* 42, no. 2 (2015), 60-73.

⁹ Giorgetti, Daniel, "Un golpe contra el movimiento obrero," *Revista Ciencias Sociales*, no. 90 (2016), 28-33.

¹⁰ Serdar, "Reconsidering Social Movement Unionism in Postcrisis Argentina."

comme types-idéaux plutôt que comme organisations, comporte une dimension analytique pertinente à l'étude des évolutions plus récentes de ce mouvement.

L'Argentine des Kirchner et le mouvement syndical

L'entrée de l'Argentine dans la « Vague rose » qui vit la plupart des pays d'Amérique du Sud élire des gouvernements progressistes au cours des années 2000, se fit dans des conditions pour le moins tumultueuses. La crise de 2001 avait non seulement gravement affecté l'économie argentine mais également entraîné une profonde instabilité politique. Alors que quatre présidents se succédèrent en l'espace de quelques semaines, le mécontentement se fit ressentir non seulement au sein des couches les plus pauvres de la société (symbolisées par le mouvement des *piqueteros*) mais également dans la classe moyenne, qui voyait elle aussi son avenir se boucher (et participe massivement aux fameux *cacerolazos*).

L'élection de Néstor Kirchner ne relève pas, comme ailleurs en Amérique latine, d'un travail de longue haleine de la gauche soutenue par les syndicats. Kirchner est au contraire un pur produit de la politique argentine. Gouverneur péroniste de la province de Santa Fé, dans le Sud du pays, il a même été ministre de Menem. Habile tacticien, il sut toutefois jouer sur les mécanismes internes du Partido Justicialista (PJ), notamment en s'assurant du soutien de plusieurs gouverneurs, tout en proposant une alternative au vide politique caractéristique de l'époque.

Au pouvoir, Kirchner renoue avec la tradition du péronisme de gauche, notamment en adoptant une attitude beaucoup plus ferme vis-à-vis des prêteurs internationaux auprès desquels l'État argentin s'était endetté, en s'attaquant aux intérêts des grands producteurs agricoles argentins, et en promouvant une approche néo-développementaliste axée vers une réindustrialisation du pays¹¹. En outre, le gouvernement renationalise de nombreuses entreprises privatisées sous Menem et passées sous contrôle étranger, dont certaines très symboliques comme la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas ou la pétrolière YPF.

Sur le plan des relations du travail, le gouvernement Kirchner a non seulement incité à ce

que des négociations de branches (appelées *paritarias*) aient lieu régulièrement afin de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, mais il a également poussé pour une relance des négociations locales pour permettre aux syndicats qui le pouvaient d'aller chercher des conditions encore plus favorables qu'au niveau de la branche. Ces mesures ont permis une diminution sensible du taux de chômage, une amélioration des conditions salariales, et la réincorporation de nombreux travailleurs dans le secteur formel. Des analyses plus critiques soulignent toutefois que ces gains se sont souvent faits au prix du maintien d'une précarisation de l'emploi engagée dès l'époque des réformes néolibérales des années 1990¹². Mais ce sont ces mêmes travailleurs précarisés qui ont su s'emparer à nouveau des *comisiones internas* et *cuerpos de delegados* pour insuffler une énergie nouvelle aux mobilisations syndicales sous les Kirchner, quitte à défier les structures officielles nationales ou sectorielles. Les impacts du kirchnérisme sur le syndicalisme sont donc multiples et parfois contradictoires : relance des négociations collectives et amélioration du pouvoir d'achat viennent de concert avec un maintien de la précarité et une reprise de la conflictualité dans les milieux de travail.

Ce programme séduit bien entendu les centrales syndicales, qui offrent dans un premier temps un soutien enthousiaste au nouveau locataire de la Casa Rosada¹³. Toutefois, quand les politiques kirchnéristes commencent à trouver leurs limites, en particulier sous les mandats de l'épouse puis veuve de Néstor, Cristina Fernández de Kirchner, les tensions reprennent entre le camp péroniste et les centrales. S'ajoute à cela le fait que plusieurs, au sein de la CTA, reprochent aux Kirchner d'être revenu sur leur parole d'accorder une reconnaissance officielle à cette centrale, préférant consolider leur alliance avec la CGT.

Ces tensions finiront par avoir des conséquences très concrètes puisqu'en 2010 la CTA se divise entre soutiens critiques au kirchnérisme et ceux décidant de s'opposer plus frontalement au gouvernement. Les premiers, emmenés par Hugo Yasky (issu de la CTERA), forment la CTA de los

¹¹ Sidicaro, Ricardo, "Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011)," *Problèmes d'Amérique latine*, no. 82 (2011), 55-75.

¹² Varela, Paula, "Balancing the New and the Old: Precarious Workers' Resistance in Rank and File Unionism in Argentina," *WorkingUSA* 19 (2016), 105-123; "¿Revitalización sindical sin debate de estrategias?," dans *El gigante fragmentado. Sindicatos, trabajadores y política durante el kirchnerismo.*, dir. Paula Varela (Buenos Aires: Final Abierto, 2016), 13-50.

¹³ Armelino, Martín, "Syndicats et politique sous les gouvernements kirchnéristes," *Problèmes d'Amérique latine*, no. 82 (2011), 33-53.

Trabajadores (CTA-T), tandis que les seconds, derrière Pablo Micheli (provenant de l'ATE), lancent la CTA Autónoma (CTA-A). Un mouvement similaire s'opère au sein de la CGT, qui se divise quant à elle en trois courants : ses composantes les plus critiques s'organisent autour du leader des chauffeurs routiers, Hugo Moyano dans la « CGT Azopardo » ; ceux continuant d'apporter leur soutien à Cristina Fernández de Kirchner se retrouvent au sein de la « CGT Balcarce » dirigée par Antonio Caló, du secteur métallurgique ; finalement les composantes les plus conservatrices se rallient à la « CGT Azul y Blanca » du dirigeant du secteur de la restauration, Luis Barrionuevo¹⁴.

C'est donc sur un paysage syndical très éclaté que se conclut la « décennie gagnée » des Kirchner, mais aussi sur une scène où les mobilisations à la base sont importantes même si les gains des premières années suivant la crise de 2001 ont été contrecarrés par de nouveaux reculs, suite à la crise de 2008 notamment.

Macri ou le retour (partiel) au néolibéralisme

Après ses deux mandats à la Casa Rosada, Cristina Fernández de Kirchner ne pouvait se présenter à nouveau et l'élection de 2015 consacra l'éclatement de la large coalition péroniste qu'elle et son défunt époux avaient réussi à bâtir depuis le début des années 2000. Non seulement son « successeur officiel » et candidat du Frente para la Victoria (FPV), Daniel Scioli, était assimilé à l'aile plutôt modérée du kirchnérisme, mais en plus la « famille » péroniste se trouva à nouveau divisée par la candidature de Sergio Massa, représentant des courants plus conservateurs. À droite, l'Unión Cívica Radical (UCR), adversaire historique du péronisme, avait plutôt décidé d'appuyer la candidature de Mauricio Macri, maire sortant de Buenos Aires et fondateur d'un nouveau parti d'orientation libérale, Propuesta Republicana (PRO). Ce dernier l'emporta de justesse au deuxième tour face à Scioli, scellant ainsi la période kirchnériste.

Les premières décisions prises par l'administration Macri donnent clairement le ton : dévaluation du peso face au dollar, assouplissement des contrôles à l'importation, et discours en faveur d'accords de libre-échange allant même jusqu'à suggérer que l'Argentine puisse rejoindre le Partenariat Trans-Pacifique. Plusieurs membres influents du cabinet Macri sont directement issus du

milieu des affaires, et aucun effort n'est fait pour relancer les *paritarias* dans le secteur public, entraînant un appauvrissement de la fonction publique face à une inflation galopante¹⁵.

Macri su toutefois utiliser les leviers traditionnels de la politique argentine pour convaincre la CGT de s'asseoir avec lui : il a presque explicitement échangé un déblocage des fonds des *obras sociales* pour obtenir de la centrale qu'elle accepte de se faire l'interlocuteur du gouvernement¹⁶. Dans ce nouveau contexte politique qui ébranle leurs alliances politiques traditionnelles, les trois CGT ont décidé de se réunifier en août 2016, sans pour autant se doter d'une direction unique. À la place, c'est un « triumvirat » composé des dirigeants de chaque tendance qui mènera aux destinées de la centrale¹⁷. Au-delà de la nécessité stratégique ayant conduit à la réunification, les dissensions internes restent donc fortes.

Sur le fond, la CGT a commencé par se battre sur ses priorités traditionnelles, c'est-à-dire celles touchant aux travailleurs formels « protégés » qui forment le cœur de son membership¹⁸. Face à la baisse du pouvoir d'achat, plusieurs de ses syndicats ont donc réussi à négocier des bonis salariaux de fin d'année mais qui restent réservés à une portion somme toute minimale de la classe ouvrière¹⁹. Au plan national, c'est la bataille contre *l'impuesto a las ganancias* qui anima de nombreuses mobilisations cégétistes. Cet impôt sur le revenu est considéré par la CGT comme pesant trop lourdement sur la classe moyenne. Or, Macri avait annoncé vouloir se reposer encore plus sur cette source de revenus pour combler les déficits publics. La CGT en avait fait un de ses chevaux de bataille et, au terme de plusieurs mois de négociations, a réussi à faire battre le projet de Macri au congrès national, en utilisant les liens historiques qu'elle possède avec les blocs parlementaires

¹⁵ Fernández Massi, Mariana et Paula Belloni, "Los derechos y la derecha: el empleo público en tiempos de Macri," *Épocas*, no. 3 (2016).

¹⁶ Rosemberg, Jaime, "Macri les reintegró el dinero de las obras sociales a los gremios," *La Nación*, 3 août 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1924229-macri-les-reintegro-el-dinero-de-las-obras-sociales-a-los-gremios>.

¹⁷ Bruschtein, Julián, "Un triunvirato para unificar a la CGT," *Página/12*, 22 août 2016, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-307485-2016-08-22.html>.

¹⁸ Balinotti, Nicolás, "El Gobierno busca respaldo sindical para avanzar con su agenda de reformas laborales," *La Nación*, 20 janvier 2017; Rosemberg, Jaime, "Macri buscará conciliar los reclamos de la CGT y de los empresarios," *La Nación*, 21 novembre 2016.

¹⁹ Balinotti, Nicolás, "Fuerte disparidad en los bonos de fin de año," *La Nación*, 27 novembre 2016.

¹⁴ Abal Medina, "Los trabajadores y sus organizaciones durante los gobiernos kirchneristas."

péronistes²⁰. Minoritaire au congrès, Macri doit en effet négocier à la pièce chacun de ses projets de loi. Force a été de constater que même sans gouvernement péroniste, la CGT conserve une influence non négligeable dans la sphère parlementaire.

Les CTA, quant à elles, se retrouvent dans une opposition forte au gouvernement et un refus de s'asseoir à la table tant que certaines revendications ne seront pas satisfaites, notamment la relance des *paritarias*. Elles ont organisé conjointement une grande *Marcha Federal* le 31 août 2016 à Buenos Aires, le jour même où, symboliquement, les représentants de la CGT rencontraient le gouvernement au ministère du Travail, sous les fenêtres duquel passait la manifestation²¹. Outre les militants des deux CTA, les cortèges comptaient de nombreuses organisations politiques de gauche et de la constellation péroniste (notamment La Campora, fondée par le fils des Kirchner, Maximiliano, et qui compte de nombreux jeunes militants), mais aussi du « Corriente Federal » de la CGT, organisé autour du syndicat du secteur bancaire, et ne se reconnaissant dans aucun des trois courants à la direction de la CGT. On notait aussi la présence de mouvements traditionnellement alliés du Kirchnérisme, comme les Mères de la Place de Mai, dont l'une des leaders emblématiques, Hebe de Bonafini, est inquiétée pour corruption, une accusation que ses soutiens qualifient d'acharnement politique. Il en va de même pour Milagro Sala, leader du mouvement indigène (et affilié à la CTA) Túpac Amaru, et emprisonnée depuis janvier 2016. On pouvait constater de nombreuses banderoles et affiches demandant sa libération au sein de la Marche fédérale et d'autres rassemblements organisés par les CTA.

L'ambiance était similaire le 4 novembre 2016, lors de la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme, lancée à l'initiative de la Confédération syndicale des Amériques (CSA)²². Cette mobilisation visait non seulement à protester contre les nouveaux gouvernements conservateurs ayant pris le pouvoir en Amérique latine mais aussi à commémorer le 11^e anniversaire de l'échec de la

Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Comme cette victoire syndicale et populaire avait eu lieu au Sommet des Amériques de Mar del Plata en 2005, la CTA-A avait décidé de faire de cette ville de la côte argentine son principal lieu de ralliement pour le 4 novembre²³. Une marche y fut organisée où l'on retrouvait des représentants des deux CTA, d'organisations de quartier affiliées à la centrale (*Movimiento Barrial de la CTA*) et de diverses organisations de travailleurs du secteur informel. Si quelques-uns des discours prononcés à la fin de la manifestation mentionnaient la dimension continentale de cette mobilisation, les principales revendications portaient toutefois sur des enjeux nationaux, notamment la relance des *paritarias* et l'opposition au gouvernement Macri. Plusieurs interventions critiquaient notamment la CGT de ne pas suivre les CTA dans leur volonté d'aller vers la grève générale, tout en saluant la participation des cégétistes du « Corriente Federal » aux manifestations.

Outre les centrales syndicales, la mobilisation du travail est aussi le fait des groupes représentant les travailleurs précarisés, pauvres ou de l'économie informelle. Ils sont principalement issus du mouvement *piquetero* de la crise de 2001 et rassemblent notamment les travailleurs organisés en coopératives dont plusieurs ont obtenu le soutien du gouvernement dès les premières années de l'ère Kirchner²⁴. Parmi eux, la Confederación de Trabajadores de la Economía Popular (CTEP), l'organisation Barrios de Pie, et la Corriente Clasista e Combativa (CCC), furent les principales instigatrices d'une grande marche le 7 août 2016, jour de la San Cayetano (saint-patron du travail, journée traditionnelle de revendications syndicales en Argentine), réclamant une meilleure reconnaissance au gouvernement Macri²⁵.

Parmi les centrales, ce sont les CTA qui sont traditionnellement plus proches de ces mouvements et il n'est pas rare de voir de leurs militants dans les manifestations des groupes de travailleurs informels, et vice-versa. Suite aux premières négociations engagées par la CGT avec le gouvernement Macri, la

²⁰ Pertot, Werner, "El Gobierno tuvo que abrir la billetera," *Página/12*, 20 décembre 2016; Roseberg, Jaime, "Un acuerdo entre la CGT y el Gobierno destraba el debate por el proyecto de Ganancias," *La Nación*, 20 décembre 2016.

²¹ Balinotti, Nicolás, "El Gobierno y las dos caras de la protesta," *La Nación*, 3 septembre 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1934346-el-gobierno-y-las-dos-caras-de-la-protesta>.

²² Silva de Sousa, Marcelo, "Con críticas a la cúpula de la CGT, las CTA llaman a "construir un paro", *La Nación*, 5 novembre 2016; "Los manifestantes piden unidad," *Página/12*, 5 novembre 2016.

²³ "La CTA marchó contra el ajuste y en defensa del salario y el trabajo," *La Capital*, 5 novembre 2016.

²⁴ Quijoux, Maxime, "Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale," *Cahiers des Amériques latines*, no. 66 (2011), 91-105.

²⁵ "Organizaciones sociales y gremios marcharon contra el Gobierno a Plaza de Mayo y exigieron un "comité de crisis", *La Nación*, 7 août 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1925706-san-cayetano-al-pedido-de-los-fieles-se-suman-marchas-de-organizaciones-sociales>.

CTEP, Barrios de Pie et la CCC se sont inscrites en faux contre ces discussions et ont soutenu l'initiative des CTA d'aller vers la grève générale²⁶. Par contre, il est intéressant de constater que c'est la CGT qui, de concert avec la CTEP, a organisé une manifestation le 18 novembre 2016 pour soutenir l'adoption par le Congrès d'une Loi d'urgence sociale en faveur des travailleurs les plus démunis²⁷. Ici, les travaux de Rossi sur la « seconde vague d'incorporation » caractérisant le mouvement *piquetero* argentin²⁸ peuvent être utiles pour comprendre les contradictions de ces groupes, pris entre une volonté d'autonomie et de renouvellement du lien de la société civile à l'État, et une nécessité de bâtir des alliances politiques pour arriver à leurs fins, quitte à le faire auprès d'organisations corporatistes traditionnelles. Les rapports parfois ambivalents de la CTEP à la CGT comme aux CTA sont révélatrices de ces tensions.

L'unité d'action observée entre les deux CTA a atteint un nouveau sommet à la fin janvier 2017, quand les deux organisations ont annoncé entamer les démarches pour leur réunification²⁹. Le processus devrait toutefois prendre au moins un an et obtenir l'aval de toutes les instances. Contrairement à la CGT dont l'histoire est jalonnée de divisions et de rassemblements, la rupture de la CTA était un événement difficile dans sa jeune histoire. Avant la fusion formelle, les travaux en commun, notamment la mobilisation contre Macri, se poursuivront donc de concert.

Finalement, après des mois de sollicitations et de pressions de toutes parts, la CGT accepta de déclencher sa première grève générale contre le gouvernement Macri le 6 avril 2017³⁰. Soutenue par les CTA, cette grève n'a toutefois pas été organisée conjointement par les centrales et a été largement couverte dans les médias comme « la grève générale de la CGT ». Pour les CTA, c'est tout de même une victoire tactique importante puisqu'elles savent qu'à elles deux, en raison de la taille de leur membership et de leur forte concentration dans le secteur public,

elles ne peuvent déclencher de grève générale significative. L'appel de la CGT, qui a notamment bloqué les transports en commun de la capitale argentine, a eu un impact beaucoup plus important, et lance un message au gouvernement Macri que le temps du dialogue arrive peut-être à sa fin.

Un bilan contrasté

Après plus d'une année au pouvoir du gouvernement Macri, quels enseignements peuvent être tirés des réactions et mobilisations syndicales à son égard ? La tentation est forte de reprendre un schéma d'analyse traditionnel opposant deux types de syndicalisme : le corporatiste, représenté par la CGT, et le syndicalisme de « mouvement social », incarné par les CTA. Force est de constater que cette dichotomie est encore pertinente, au moins partiellement. La CGT, tant dans son rapport à l'exécutif que dans ses liens à la politique parlementaire, est allé puiser dans les répertoires d'action du corporatisme traditionnel. Elle a connu certains succès et est toujours considérée comme indispensable à l'efficacité d'une grève générale par les autres forces syndicales. De leur côté, les CTA continuent d'avoir un discours plus contestataire et d'inclure de façon plus explicite les groupes typiquement exclus des mécanismes de représentation corporatistes. Elles gardent une bonne capacité de mobilisation et l'utilisent pour faire pression sur la CGT et pour conserver un espace de dialogue et de travail collectif avec les autres groupes de travailleurs.

L'héritage historique du modèle syndical argentin ne saurait toutefois se réduire aux mécanismes corporatistes et aux attitudes des centrales. La redynamisation des *comisiones internas* et *cueros de delegados* sous l'ère Kirchner est emblématique d'une vitalité de la mobilisation dans les milieux de travail. Or, l'élection de Macri ne semble pas avoir, à court terme au moins, ralenti cet élan. De fait, la conflictualité dans les entreprises était, fin 2016, désignée par les employeurs argentins comme étant une grande préoccupation³¹. Des mouvements spontanés, comme celui des chercheurs du CONICET quelques jours avant Noël, qui ont occupé le ministère des Sciences et technologies pendant une semaine et obtenu la réembauche de centaines de chercheurs, témoignent aussi de ce

²⁶ Silva de Sousa, Marcelo, "Disconformes con la CGT, las agrupaciones sociales juntan fuerzas con la CTA," *La Nación*, 17 octobre 2016.

²⁷ "Macri y Peña se lavan las manos", *Página/12*, 21 novembre 2016.

²⁸ Rossi, Federico M. , "The Second Wave of Incorporation in Latin America: A Conceptualization of the Quest for Inclusion Applied to Argentina," *Latin American Politics and Society* 57, no. 1 (2015), 1-28.

²⁹ Bruschtein, Julián, "La unidad contra el ajuste," *Página/12*, 30 janvier 2017, <https://www.pagina12.com.ar/17056-la-unidad-contra-el-ajuste>.

³⁰ Balinotti, Nicolás, "La CGT desafía al Gobierno con su primer paro general contra el plan económico," *La Nación*, 6 avril 2017, <http://www.lanacion.com.ar/2005182-la-cgt-desafia-al-gobierno-con-su-primer-paro-general-contra-el-plan-economico>.

³¹ Jueguen, Francisco, "Preocupa a las empresas la conflictividad gremial," *La Nación*, 17 octobre 2016; "Cada vez hay más conflictos laborales," *Página/12*, 21 novembre 2016.

dynamisme³². Dans le cas de ce mouvement, comme dans plusieurs autres, les syndicats nationaux qui se sont impliqués ne l'ont fait qu'en cours de route, comme force d'appui.

Les contradictions de la revitalisation syndicale sous les Kirchner, telles que mises en lumière par Varela, semblent donc toujours d'actualité. Nous partageons notamment son constat que les mobilisations locales peuvent parfois être en tension avec des directions syndicales nationales déconnectées, tout en reposant sur une main d'œuvre encore largement précarisée. De la même façon, les espoirs de syndicalisme alternatif, enraciné dans le mouvement social, représentés par le projet de la CTA, semblent trouver leurs limites. Plutôt que de s'organiser au sein d'une centrale, les héritiers des *piqueteros* semblent se diriger vers une autonomie organisationnelle et une volonté de reconnaissance propre par l'État.

L'observation de la première année au pouvoir du gouvernement Macri invite toutefois à un bilan nuancé. Le modèle syndical argentin semble, au final, plutôt bien résister, surtout si on le compare à d'autres cas dans la région. Les mobilisations sont fortes, même si elles ne sont pas toujours coordonnées entre elles. La volonté de travail unitaire, malgré la prolifération des organisations, semble importante et se reflète même dans les réunifications annoncées ou opérées à la CTA et à la CGT. Toutefois, la solidité à long terme des alliances politiques, notamment avec le bloc parlementaire péroniste, pourrait être affaiblie par la volatilité de ce dernier. Et si des arrangements tactiques ont permis des fronts communs ponctuels entre travailleurs des secteurs formel et informel, la véritable intégration de ces mouvements semble remise en cause par le relatif échec de la CTA de se poser comme modèle alternatif durable. Rapport au politique et rapports aux autres mouvements sociaux restent donc au cœur des contradictions du syndicalisme argentin, posant encore et toujours la question de la construction d'une identité de classe capable de faire contrepoids au capital et aux politiques néolibérales.

Bibliographie

Abal Medina, Paula. "Los trabajadores y sus organizaciones durante los gobiernos kirchneristas." *Nueva Sociedad*, no. 264 (2016): 72-86.

Arias, Cora Cecilia, Nicolás Diana Menendez, et Paula Dinorah Salgado. "The Double Confrontation of Grassroots Unionism in Argentina. Union Democratization and Fedense of Working Conditions." *Latin American Perspectives* 42, no. 2 (2015): 12-29.

Armellino, Martín. "Syndicats et politique sous les gouvernements kirchnéristes." *Problèmes d'Amérique latine*, no. 82 (2011): 33-53.

Balinotti, Nicolás. "El Gobierno busca respaldo sindical para avanzar con su agenda de reformas laborales." *La Nación*, 20 janvier 2017, 14.

———. "El Gobierno y las dos caras de la protesta." *La Nación*, 3 septembre 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1934346-el-gobierno-y-las-dos-caras-de-la-protesta>.

———. "Fuerte disparidad en los bonos de fin de año." *La Nación*, 27 novembre 2016, 27.

———. "La CGT desafía al Gobierno con su primer paro general contra el plan económico." *La Nación*, 6 avril 2017, <http://www.lanacion.com.ar/2005182-la-cgt-desafia-al-gobierno-con-su-primer-paro-general-contra-el-plan-economico>.

Bär, Nora. "Rebelión en el mundo científico por los recortes de fondos." *La Nación*, 22 décembre 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1969407-rebelion-en-el-mundo-cientifico-por-los-recortes-de-fondos>.

Bensusán, Graciela, et Maria Lorena Cook. "State-Corporatist Legacies and Divergent Paths. Argentina and Mexico." dans *Working Through the Past. Labor and Authoritarian Legacies in Comparative Perspective*, dirigé par Teri L. Caraway, Maria Lorena Cook et Stephen Crowley, 142-163. Ithaca: ILR Press/Cornell University Press, 2015.

Bruschtein, Julián. "La unidad contra el ajuste." *Página/12*, 30 janvier 2017, <https://www.pagina12.com.ar/17056-la-unidad-contra-el-ajuste>.

———. "Un triunvirato para unificar a la CGT." *Página/12*, 22 août 2016, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-307485-2016-08-22.html>.

"Cada vez hay más conflictos laborales." *Página/12*, 21 novembre 2016, 5.

³² Bär, Nora, "Rebelión en el mundo científico por los recortes de fondos," *La Nación*, 22 décembre 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1969407-rebelion-en-el-mundo-cientifico-por-los-recortes-de-fondos>.

Casullo, Maria Esperanza. "Argentina Turns Right, Again." *NACLA Report on the Americas* 48, no. 4 (2016): 361-366.

Collado, Patricia A. . "Social Conflict in Argentina. Land, Water, Work." *Latin American Perspectives* 42, no. 2 (2015): 125-141.

Collier, Ruth Berins, et David Collier. *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 2002.

Fernández Massi, Mariana, et Paula Belloni. "Los derechos y la derecha: el empleo público en tiempos de Macri." *Épocas*, no. 3 (2016).

Giorgetti, Daniel. "Un golpe contra el movimiento obrero." *Revista Ciencias Sociales*, no. 90 (2016): 28-33.

González, Silvia Tamez, et Pedro Moreno Salazar. "Seguridad social en América Latina." dirigé par Enrique De La Garza Toledo. *Tratado latinoamericano de sociología del trabajo*, 471-510. Mexico City: Fondo de Cultura Económica, 2000.

Haidar, Julieta. "Interpreting Argentine Business Unionism." *Latin American Perspectives* 42, no. 2 (2015): 60-73.

Jueguen, Francisco. "Preocupa a las empresas la conflictividad gremial." *La Nación*, 17 octobre 2016, 11.

"La CTA marchó contra el ajuste y en defensa del salario y el trabajo." *La Capital*, 5 novembre 2016, 11.

"Los manifestantes piden unidad." *Página/12*, 5 novembre 2016, 2.

"Macri y Peña se lavan las manos." *Página/12*, 21 novembre 2016, 7.

Niedzwiecki, Sara. "The Effect of Unions and Organized Civil Society on Social Policy: Pension and Health Reforms in Argentina and Brazil, 1988-2008." *Latin American Politics and Society* 56, no. 4 (2014): 22-48.

"Organizaciones sociales y gremios marcharon contra el Gobierno a Plaza de Mayo y exigieron un "comité de crisis"." *La Nación*, 7 août 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1925706-san-cayetano-al-pedido-de-los-fieles-se-suman-marchas-de-organizaciones-sociales>.

Palomino, Héctor. "Les sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colapso neoliberal en Argentina." dans *Sindicatos y nuevos movimientos sociales en América Latina*, dirigé par

Enrique De La Garza Toledo, 19-52. Buenos Aires: CLACSO, 2005.

Pertot, Werner. "El Gobierno tuvo que abrir la billetera." *Página/12*, 20 décembre 2016, 2-3.

Quijoux, Maxime. "Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale." *Cahiers des Amériques latines*, no. 66 (2011): 91-105.

Recalde, Mariano. *El modelo sindical argentino : régimen jurídico*. Villa María/San Martín: EDUVIM/Universidad Nacional de San Martín, 2015.

Rosemberg, Jaime. "Macri buscará conciliar los reclamos de la CGT y de los empresarios." *La Nación*, 21 novembre 2016, 9.

———. "Macri les reintegró el dinero de las obras sociales a los gremios." *La Nación*, 3 août 2016, <http://www.lanacion.com.ar/1924229-macri-les-reintegro-el-dinero-de-las-obras-sociales-a-los-gremios>.

———. "Un acuerdo entre la CGT y el Gobierno destraba el debate por el proyecto de Ganancias." *La Nación*, 20 décembre 2016, 8.

Rossi, Federico M. . "The Second Wave of Incorporation in Latin America: A Conceptualization of the Quest for Inclusion Applied to Argentina." *Latin American Politics and Society* 57, no. 1 (2015): 1-28.

Serdar, Ayse. "Reconsidering Social Movement Unionism in Postcrisis Argentina." *Latin American Perspectives* 42, no. 2 (2015): 74-89.

Sidicaro, Ricardo. "Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011)." *Problèmes d'Amérique latine*, no. 82 (2011): 55-75.

Silva de Sousa, Marcelo. "Con críticas a la cúpula de la CGT, las CTA llamaron a "construir un paro"." *La Nación*, 5 novembre 2016, 30.

———. "Disconformes con la CGT, las agrupaciones sociales juntan fuerzas con la CTA." *La Nación*, 17 octobre 2016, 9.

Varela, Paula. "Balancing the New and the Old: Precarious Workers' Resistance in Rank and File Unionism in Argentina." *WorkingUSA* 19 (2016): 105-123.

———. "¿Revitalización sindical sin debate de estrategias?". dans *El gigante fragmentado. Sindicatos, trabajadores y política durante el kirchnerismo.*, dirigé par Paula Varela, 13-50. Buenos Aires: Final Abierto, 2016.

Direction

Nora Nagels, professeure
Université du Québec à Montréal

Julián Durazo Herrmann, professeur
Université du Québec à Montréal

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[À la liste de diffusion](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



Rédaction

Thomas Collombat, professeur au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).